

Réunion MEDEF International du 28 septembre 2026 : COP 31 - **Ambassadeur pour le Climat**

Préambule

Cette rencontre a été l'occasion d'échanger sur les priorités françaises à la COP 31, la participation du secteur privé, les énergies renouvelables et les opportunités industrielles liées à la transition climatique.

La rencontre a réuni plusieurs acteurs notamment M. Benoît FARACO (Ambassadeur Climat en France), MEDEF International, Evolen, EDF, Engie, ACP Energies, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, Fédération Bancaire Française, MEDEF mouvement des entreprises de France, Global sovereign advisory & CO, Simpliciti-greencityzen etc.

Les négociations – positions et perspectives

Des discussions continuent avec la Turquie et les Australiens sur la COP 31 et la COP 32 (qui aura lieu en Éthiopie l'année prochaine).

Parmi les sujets qui seront abordés dans les COP 31 et 32 figure notamment celui des crédits carbone, en lien avec la mise en œuvre de la loi européenne sur le climat et les objectifs fixés pour la période 2031 à 2040.

Deux à trois pays se montrent réticents à faire progresser les négociations officielles, notamment l'Arabie Saoudite et l'Inde, sur la question de la transition énergétique et des molécules décarbonées comme l'hydrogène. Mais le plus important est de reprendre les engagements. Quant aux Chinois, ils restent assez silencieux pour le moment. De leur point de vue, tout semble aller dans le meilleur des mondes.

L'évolution de la trajectoire climatique

Le rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement met en évidence le franchissement du premier seuil de température fixé par l'Accord de Paris. Selon le rapport, au regard des niveaux actuels d'émissions, cet objectif pourrait ne plus être respecté au cours des trois à quatre prochaines années.

L'agenda d'action climatique de la Turquie

La Turquie est un grand pays émergent et constitue la 14^e puissance économique mondiale. Elle avait failli bloquer l'accord de Paris, craignant que les engagements pris ne l'obligent à réduire sa consommation de charbon. En effet, la Turquie dispose de faibles ressources en hydrocarbures et reste fortement dépendante des importations énergétiques.

Les autorités turques ont mis en place un agenda d'action destiné à dialoguer avec les entreprises, mais également avec l'ensemble des acteurs participant à la mise en œuvre des décisions de l'Accord de Paris, notamment les collectivités territoriales.

L'objectif est de montrer que, même si c'est compliqué et qu'ils ont du mal à avancer dans les négociations officielles, il est quand même possible de faire des choses intéressantes.

Les six objectifs volontaires proposés par les autorités turques

- **1er objectif** : augmenter le taux d'électrification. L'objectif pour la COP 31 est d'atteindre 35% d'électricité dans la consommation finale d'ici 2035. La moyenne mondiale devrait être autour de 15 %, ce qui demande donc un effort important.
- **2e objectif** : zéro déchet et réduction des émissions de méthane. Il s'agit de réduire de 50 % l'augmentation de la pollution liée aux déchets d'ici 2035, donc de réduire sa croissance.
- **3e objectif** : rendre les villes et les bâtiments plus résilients. L'objectif est notamment de réduire de 25 % l'intensité énergétique des bâtiments d'ici 2035.
- **4e objectif** : industrialisation verte. L'objectif est de favoriser la réutilisation des matériaux et d'augmenter la circularité de 15 % d'ici 2035.
- **5e objectif** : éducation et mise en œuvre des actions climatiques, visant à travailler avec 6 pays à New York pour les aider à mettre en œuvre leurs engagements pour 2035, en facilitant les discussions entre le secteur privé, les grandes institutions, les banques de développement, etc.

Les propositions de la France :

- Le village Européen : Cette année, il y aura pour la première fois une zone appelée « le village européen ». Il s'agira d'un regroupement, dans la zone bleue, de tous les pavillons des États membres de l'Union européenne.
- Plusieurs autres initiatives sont prévues dans différents secteurs, notamment dans les domaines aéroportuaires, de la résilience des panneaux solaires et de la gestion des déchets.

La France exporte environ 20 % de l'électricité qu'elle produit vers les pays voisins, afin de les aider dans leur transition énergétique.

- Une grande journée sera également consacrée à l'électrification, permettant aux différents acteurs français du secteur de l'électricité de s'exprimer.

Sur le site de la COP 31, les Turcs ont publié un appel à l'électrification, ouvert à la signature de tous.

Sommet des leaders

Le Sommet des leaders se tiendra entre le **11** et le **13 novembre**. Il constituera un temps fort pour les acteurs turcs, qui chercheront à accroître leur visibilité et à attirer l'attention des autorités politiques.

Dans cette perspective, il serait préférable de privilégier la première semaine, si l'objectif est de montrer au monde ce que l'on est capable de faire. La deuxième semaine devrait davantage être marquée par l'arrivée et la présence des ministres.

Business Forum : Il se tiendra également les **12** et **13 novembre**.

Table ronde sur la privatisation du secteur de l'énergie

Lors du sommet africain, une table ronde a réuni des CEO africains, des CEO français et des chefs d'État autour de la question de la privatisation de l'énergie.

Plusieurs propositions ont été faites, notamment l'idée de mettre en dialogue les différents acteurs avec les data centers afin d'essayer de construire leur participation financière, ce qui a porté sur des questions très concrètes : Est-ce que cela entre dans le cadre du développement ? Est-ce qu'il faut renforcer les mécanismes de garantie ?

Climate Implementation Bridge : les pays qui ont participé sont l'Éthiopie, l'Indonésie, les Fidji, le Pakistan et l'Ouzbékistan.

Interrogations de M. Benoît Faraco :

M. Benoît FARACO s'interroge sur la manière de s'organiser autour de ces opportunités et de ces objectifs, qui seront proposés à la signature des entreprises, des groupements d'entreprises, des gouvernements et de tous les acteurs souhaitant s'engager.

Il considère notamment que les premiers objectifs volontaires constituent des sujets sur lesquels il serait intéressant de se positionner, notamment l'eau, les déchets, l'assainissement, l'électrification et la vie durable.

Conclusion de Gérard Wolf Medef International :

- Organisation de la délégation Medef en cours ;
- Apport :
 - Villes (4 filières : eau, énergie, transport, déchets)
 - Propose exercice commun avec d'autres pays (par ex : Maroc, Ouzbékistan)

Question Evolen (Gaétan Mandagot): Comment mobiliser PME, start-up?

Question ACP Energies (Jean Louis Gaillard) :

Depuis 2022 (COP 28), l'ACP Energies a investi l'équivalent de mille journées de travail pour décarboner l'atmosphère autour de la réponse faite à la consultation du Ministère Transition Energétique (voir <https://www.acp-energies.org/forum-de-lassemblee-generale-du-9-mars-2024/>). Cette approche ne pourrait-elle pas être retenue pour aider les territoires, comme l'Afrique qui viennent à la COP pour demander réparation de préjudices dont ils ne sont pas responsables ?

Préoccupation sur l'agenda de Patrick Portolano :

Une question de fond lui paraît quasiment absente de cet agenda : ***qu'est-il prévu de concret pour arrêter, puis inverser, l'accroissement des émissions liées au carbone fossile ?***

Électrification, efficacité énergétique, méthane, déchets, bâtiments, économie circulaire : tous ces sujets sont importants. Mais ils ne répondent que partiellement à la question centrale du climat : ***que faisons-nous du flux de carbone fossile continuellement extrait du sous-sol et mis en circulation dans l'économie mondiale ?***

C'est précisément sur ce point qu'il lui semblerait utile d'interroger le MEDEF, les autorités françaises et européennes et, au-delà, l'agenda de la COP31 : ***où est l'objectif portant directement sur le carbone fossile lui-même — sa production, son utilisation et, surtout, la responsabilité de sa gestion jusqu'à son stockage durable ou son remplacement ?***

À défaut, nous continuerons d'accumuler des initiatives climatiques utiles mais périphériques, tout en laissant continuer à croître le problème qui les rend nécessaires.

<< Cela pourrait à mon sens constituer une contribution spécifique d'ACP Energies à la préparation de la COP31, dans le prolongement des travaux que nous avons engagés depuis la COP26 il y a 5 ans sur la Neutralité Géologique en Carbone et que je continue pour ma part à porter à la hauteur de mes moyens. >>

En relisant la note de conférence N12, je vois que la question de Jean Louis a rappelé les travaux de la commission H2-CO2 sur le thème du climat relayant auprès du MEDEF et des participants (peu nombreux !) ma préoccupation sur l'agenda ci-dessus.

Espérons que cela trouvera un écho.

Il reste néanmoins difficile de trouver des relais ... les désordres politiques actuels, précurseurs de ceux qui seront engendrés par l'aggravation des effets économiques du dérèglement climatique rendant maintenant de plus en plus inaudible toute communication sur ces thèmes. Pour information, je prépare une actualisation du travail fait pour les COP26 et 27 au vu de ce que nous avons appris... ou pas ...ces 5 dernières années. Ceci devrait être communicable courant octobre. J'ai commencé à faire des posts LinkedIn sur ce thème.

En parallèle, je mène des actions similaires à celles du colibri de Pierre Rabhi et j'avance tranquillement sur des projets de retrait du carbone atmosphérique (bioCCS et biochar).